

# le monde libertaire

rédaction  
administration  
3 rue terraux  
75011 paris  
805 34 08  
ccp publico  
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 289 JEUDI 23 NOVEMBRE 1978 3 F

hebdomadaire

Réalisé par  
le groupe  
Sébastien Faure  
de Bordeaux

## Entretien avec Roland Agret

**R**OLAND Agret, invité à Bordeaux par une librairie parallèle, est venu nous parler de la prison et des QHS (quartier de haute sécurité), ainsi que de son livre publié aux éditions Grasset : Mon combat est le vôtre.

Nous sommes allés le trouver pour qu'il nous dise qui est un peu Roland Agret...

— Avant tout, je suis un homme qui fait partie des opprimés. J'ai été injustement condamné à 15 ans de réclusion criminelle mais je ne me revendique d'aucune culpabilité ou non-culpabilité, le problème ne se situe pas là. Par contre, il se situe en ce que les prisons, et c'est très grave, concernent tout le monde. Or actuellement personne ne semble se sentir concerné. On invente, on s'imagine, on s'illusionne sur le fait que la prison est faite pour les truands, pour beaucoup de gens sauf pour soi ! La prison, on en fait le lot des autres comme les accidents de voiture.

Par l'intermédiaire de la prison, condamné à 15 ans de réclusion criminelle entre coups de matraque, cachots et cellules de force, j'ai été amené à autant de questions et autant de réponses que l'on dissimule aux gens dans la société. Alors pourquoi je tape en priorité sur la prison ? Parce qu'au delà de la prison, je vois autre chose ; pour moi la prison représente et matérialise les forteresses et fondations de tout pouvoir sur lequel repose l'Etat. L'ennemi, notre ennemi, c'est l'Etat. Alors quand je tape sur la prison, j'ai conscience de taper sur autre chose, sur les fondations sur lesquelles repose l'Etat.

Maintenant, le phénomène de la prison est très grave, car si nos manipulateurs de société nous fabriquent des délinquants, des criminels, ceux-ci ne peuvent s'améliorer en prison ; ils peuvent seulement devenir des monstres ou des tubes digestifs. Il faut aussi dénoncer la supercherie de tous les détenteurs de pouvoir qui nous entremettent par un système de trémies au nom de la loi, de la religion, de tas de tabous, de morales d'épiciers, pourquoi pas au nom du bœuf en daube ? Et eux, du haut de leur podium, nous dressent les uns contre les autres, arrivent à nous persuader que cela est notre faute et viennent en bons apôtres nous sauvegarder de nous mêmes.

Jeudi 7 décembre  
NUMÉRO SPÉCIAL  
LES FOYERS  
SONACOTRA

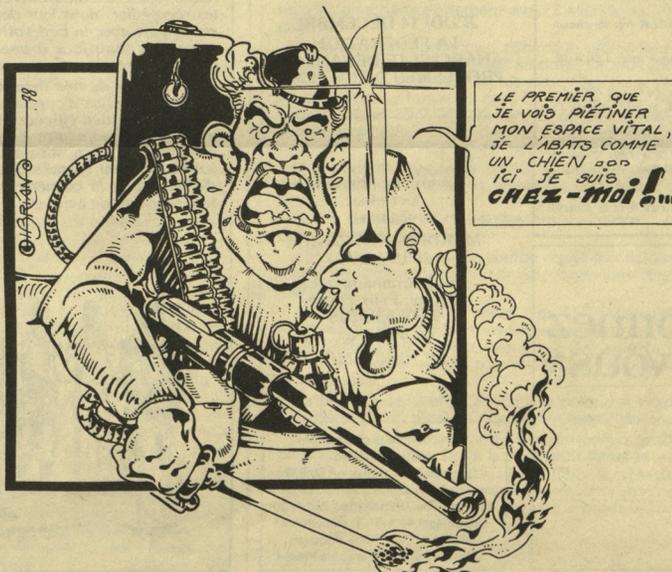
12 pages

4 F

## LES ENNEMIS PUBLICS,



## LES VOILÀ !



### AIDER LES ÉTRANGERS

Boumédienne a mal aux reins! Ce qui, voilà quelques temps encore, n'était que rumeurs malveillantes répandues par « les ennemis de la révolution algérienne », est devenu communiqué officiel.

La soudaineté des douleurs pourrait s'expliquer si, au retour de son « voyage de travail » en URSS, le chef de l'Etat algérien s'était arrêté pour prendre une bière dans un bar toulousain, mais rien n'indique que ce détour ait eu lieu.

On sait à quel point le rapprochement entre les deux peuples, français et algériens, a été mené à bien. Dans certains commissariats, le mot prend même tout son sens, affirment certains! Aussi, il était normal qu'on expédiât deux spécialistes de notre pays au chevet du malade, pour tenter de réussir là où les Russes ont échoué.

Alors bien sûr, on dira que ce n'est pas du maniement quotidien du marteau-piqueur que lui vient son mal de rein, on demandera si son identité a été vérifiée avant d'opérer, etc. En vérité, tout cela n'est que plaisanterie facile! La réalité, elle, est bien au dessus de cela! A la télévision a démarré une campagne publicitaire destinée à mieux comprendre et aider les étrangers. Il fallait bien que cela se traduise en actes! Et il fallait bien que cela commence par quelqu'un!

FLORÉAL

FOP 2520

## Liste des groupes de la F.A. et permanences

### PROVINCE

AIN : OYONNAX  
 ALLIER : MOULINS  
 ALPES-MARITIMES : ANTIBES  
 AUBE : TROYES  
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX  
 CALVADOS : HEROUVILLE - CAEN  
 DOUBS : BESANCON  
 EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCE-  
 RON  
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL  
 GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC  
 ILLE ET VILAINE : RENNES  
 INDRE ET LOIRE : TOURS  
 ISERE : GRENOBLE  
 LOIRE ATLANTIQUE : NANTES  
 LOT : GROUPE DEPARTEMENTAL  
 LOT ET GARONNE : FUMEL - AGEN  
 MAINE ET LOIRE : ANGERS  
 MANCHE : ST-LÓ  
 MORBIHAN : LORIENT  
 NIEVRE : NEVERS  
 NORD : VALENCIENNES  
 ORNE : LA FERTÉ MACÉ-FLERS  
 PYRÉNÉES ATLANTIQUES : BA-  
 YONNE - BIARRITZ  
 RHÔNE : LYON  
 HAUTE-SAVOIE : ANNECY  
 ANNEMASSE  
 SEINE MARITIME : ROUEN - LE  
 HAVRE  
 SOMME : AMIENS  
 TARN ET GARONNE ET AVEYRON :  
 VILLEFRANCHE DE ROUERQUE  
 VAR : REGION TOULONNAISE  
 YONNE : FEDERATION DEPARTE-  
 MENTALE  
 HTE VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE  
 SUD-LUXEMBOURG

### LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON INTER - ENTREPRISES  
 DES ORGANISMES SOCIAUX  
 LIAISON DES POSTIERS  
 LIAISON DES CHEMINOTS  
 (édite l'air libre)  
 LIAISON DU LIVRE  
 CERCLE INTER-ENTREPRISE DE  
 CALBERSON (Paris 18<sup>e</sup>)  
 CERCLE INTER-BANQUES

Groupe Maurice Fayolle de Tours : tous les lundis à partir de 20 h et tous les mercredis de 15 à 17 h, dans les locaux du P'tit rouge de Touraine 10, rue Jean Mucé à Tours.

Groupe Paul Mauget d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La tête en bas - 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de Culture et liberté 72, bd. Eugène Pierre, 13 005 Marseille.

Groupe Orsay-Bures : les seconds et quatrième vendredi de chaque mois, à la Maison pour Tous de Courdimanche, Les Ulis, de 20 h à 22 h, salle Charlie Chaplin.

Groupe Hédonien de Fumel : point de rencontre possible, au bar de l'Arnaque, 17, rue Léon Jouhaux, tous les soirs après 21 h.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Jacob : le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 16 h, au 51 rue de Lappe, Paris 11<sup>e</sup>.

Groupe Emma Goldman : le jeudi de 17 h à 20 h et le samedi de 16 h à 18 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11<sup>e</sup>.

Groupe Louise Michel : tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10 rue Robert Planquette, Paris 18<sup>e</sup>.

Groupe Proudhon de Besançon : tous les samedis de 15 h à 17 h, 97 rue Battant à Besançon.

Groupe de Lyon : tous les samedis à partir de 15 h au local ACLR (rez-de-chaussée) 13, rue Pierre Blanc à Lyon.

Groupe La Boétie : les seconds et quatrième mercredis de chaque mois à 20 h 30, Centre administratif, mairie d'Asnières.

Groupe Jules Durand, Le Havre et sa région : dans les locaux du Cercle d'Etudes Sociales, 16, rue Jules Tellier au Havre. Le lundi de 14 à 19 h, le mercredi de 15 à 19 h, le samedi de 15 à 19 h.

Groupe Germinal : tous les jeudis de 19 à 20 h, café Le Métropole, avenue de la République à Issy les Moulins (face au terminus des bus 126 et 190). Tous les mardis de 19 à 20 h, petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, Paris 15<sup>e</sup> (métro : Boucicaut).

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h et le samedi de 14 à 18 h, en son local 7, rue du Muguet à Bordeaux.

### RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>.

### BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY  
 - GROUPE ESTUDIANTIN DE FRESNES-ANTONY  
 - MASSY PALAISEAU  
 - MASSY  
 - ORSAY BURES  
 - SAVIGNY SUR ORGE  
 - CORBEIL ESSONNES  
 - BRUNOY ET LIAISON SEINE ET MARNE  
 - DRAVEIL  
 - VILLENEUVE ST-GEORGES

### BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY SUR MARNE, CHELLES  
 - MONTREUIL

### BANLIEUE OUEST

- GROUPE DES YVELINES  
 - NANTERRE  
 - ISSY LES MOULINEAUX, MEUDON BOULOGNE BILLANCOURT

### BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE LA GARENNE, LE VALLOIS  
 - ASNIÈRES  
 - COURBEVOIE, COLOMBES  
 - SEVRAN, BONDY  
 - AULNAY, VILLEPENTE  
 - ARGENTEUIL

### LIAISONS

De l'Aisne, Florac, La Rochelle, Vierzon, Bégar, Concarneau, Brest, Centre-Bretagne, Montpellier, Cherbourg, Chinon, St-Sever, Vendôme, Montoire, Blois, St-Etienne, Le Puy, Laval, Metz, Clermont Ferrand, Strasbourg, Nord Seine et Marne, Poitiers, Bourgoin.

Le groupe libertaire de Marseille organise  
**SAMEDI 25 NOVEMBRE**  
 à partir de 14 h 30  
 salle Guernier  
 14 bis, rue de Loti  
**10 H SUR L'ANARCHISME**

stand-débat sur l'autogestion le fédéralisme l'éducation libertaire l'antimilitarisme les radios libres la dissidence

Le groupe anarchiste d'Annemasse le groupe anarchiste Premier Mai d'Annecy organise  
**SAMEDI 2 DÉCEMBRE**  
 de 14 h à 23 h  
 à la MJC-Maison pour Tous d'Annemasse  
**9 HEURES SUR L'ANARCHIE**  
 Exposition, librairie, débat, montage audio-visuel (Espagne 36 de la CNT-EJC) et Serge UTGE-ROYO

Le groupe libertaire Louise Michel organise une série de conférences le jeudi à 20 h 30  
 10, rue Robert Planquette  
 75 018 PARIS

**L'ANARCHIE QU'EST-CE QUE C'EST ?**  
 par Maurice JOYEUX  
 Ce thème a été divisé en 5 conférences qu'on pourra suivre séparément mais reliées entre elles puisque faisant partie d'un même sujet

**JEUDI 23 NOVEMBRE**  
**L'ECLATEMENT ANARCHISTE DU SIÈCLE DERNIER**

**JEUDI 30 NOVEMBRE**  
**UNE ÉCONOMIE ÉGALITAIRE**

**JEUDI 7 DÉCEMBRE**  
**LES TENDANCES DE LA PHILOSOPHIE ANARCHISTE**

**JEUDI 14 DÉCEMBRE**  
**LA FÉDÉRATION ANARCHISTE DEVANT LES PROBLÈMES DE CE TEMPS**

Le groupe libertaire Germinal organise  
**MARDI 28 NOVEMBRE**  
 de 19 à 20 h  
 au patronage laïc  
 72, av. Félix Faure  
 75 015 PARIS  
 un débat sur  
**LE NIHILISME**

Le groupe anarchiste Premier Mai d'Annecy édite les écrits d'Errico Malatesta (extraits d'articles de journaux) la brochure fait 80 pages et sera disponible fin novembre au prix de 12 F l'unité + port (5 F environ) ou 6 FS + port (environ 5 FF)

en cas de commande en nombre à partir de 5... 10 F ou 5 FS l'une à partir de 10... 9 F ou 4,50 FS l'une à partir de 20... 8 F ou 4 FS l'une

Commandes à faire à :  
 pour Paris et région parisienne  
 Librairie Publico  
 3, rue Ternaux  
 75 011 PARIS  
 pour province et étranger  
 Claude DENIS  
 B.P. 25  
 74 001 ANNECY CEDEX  
 CCP DENIS Claude  
 2734 87 S LYON

Le groupe libertaire Louise Michel organisera le dernier vendredi de chaque mois de 18 h à 20 h une permanence consacrée aux

### PROBLÈMES DES FEMMES

le premier samedi de chaque mois de 16 h à 17 h 30 une permanence consacrée aux

### CHÔMAGE ET DROIT DU TRAVAIL

le premier mardi de chaque mois

### PERMANENCE JURIDIQUE

La commission dessinateur fonctionne Les groupes désirant un travail graphique (illustration de brochures de textes ou affiches, etc.) peuvent s'adresser aux R.I. qui transmettront

## Antimilitarisme

### 3 mois avec sursis pour B. André Non-lieu pour P. Gosselin

## LA LUTTE CONTINUE

**T**ROIS mois avec sursis pour Bernard André, objecteur-insoumis à l'ONF, non-lieu pour Philippe Gosselin, insoumis.

Certains pourraient croire en prenant connaissance de ces « condamnations » considérées comme légères que nous n'avons plus qu'à tourner cette page d'un combat spécifique mené contre l'armée. Bien que nos deux camarades s'en soient bien, comme aurait pu le dire la presse si elle en avait parlé, cette « clémence » ne pourra cacher bien longtemps une répression qui s'intensifie.

Les locaux du journal *Le Réfractaire* ont été perquisitionnés, une chasse à l'homme est organisée pour neutraliser les militants du Groupe Révolutionnaire Insoumission Totale et du Groupe de Soutien à l'Insoumission. Les anarchistes qui ont renvoyé leurs livrets militaires en soutien à Philippe et Bernard se voient, sous couvert de paternalisme, refuser ce renvoi, mais qu'ils ne recommencent pas, sinon gare!...

Ces renvois, tout en étant un acte symbolique, marquent une même opposition à l'armée, au même titre que l'insoumission, l'objection, la désertion... et « bénéficié » donc de la même répression. Bien que notre combat contre toute forme répressive, donc contre l'armée, soit un combat global révolutionnaire, il détient la particularité de laisser se formuler les actes individuels, et qui dit individualité dit répression personnalisée. Les camarades qui ont renvoyé leurs livrets l'ont fait en toute conscience révolutionnaire et nous n'avons pas à leur indiquer ce qu'il leur appartient de définir. Si des camarades refusent d'aller chercher leur livret militaire ou désirent les réexpédier, nous leur demandons simplement de se mettre en rapport avec la Fédération Anarchiste pour que nous puissions tous faire face à une répression qui ne manquera pas de s'ensuire.

Les procès de nos deux camarades le prouvent, seule une volonté collective d'opposition à l'armée nous permettra d'apporter un soutien efficace à tous les réfractaires et de donner un caractère populaire à ce combat. Et le temps nous donne raison, dans la mesure où, chaque jour, de plus en plus de jeunes refusent l'armée non seulement pour éviter une année d'ennui parmi la connerie galonnée, mais aussi pour le caractère répressif de celle-ci.

### FÉDÉRATION ANARCHISTE



### LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris  
 Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289-15 Paris

TARIF		
	Sous pli fermé	Etranger
3 mois	35 F	55 F
6 mois	65 F	110 F
12 mois	125 F	210 F

**Abonnez-vous**

### BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

a partir du N° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement  Réabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste.

Directeur de la publication  
 Maurice Laisant  
 Commission Paritaire n° 55 635  
 Imprimerie « Les marchés de France »  
 44, rue de l'Ermitage Paris 20<sup>e</sup>  
 Dépot légal 44 149 - 1<sup>er</sup> trimestre 77  
 Routage 205 - Publi Routage  
 Diffusion SAEM Transport Presse

## en bret...en bref...

## Antimilitarisme

En 1977, 12 habitants des Hautes-Alpes et Alpes de Haute-Provence avaient renvoyé leurs papiers militaires pour protester contre l'extension du camp du Larzac, pour refuser de faire partie de l'armée de réserve. 4 d'entre eux seront jugés le 29 novembre en matinée, au palais de justice de Gap, place St-Arnoux. Venez nombreux les soutenir. Bal folk le 25 novembre à 20 h 30, salle du ciné-club Tjep, rue des 3 frères Dorche à Gap.

Le comité Larzac de Poitiers organise un départ groupé en car le 2 décembre. Pour tout contact : Gérard Brochoire, 27 avenue de Paris à Poitiers.

Le comité Larzac de Bordeaux organise lui aussi un départ collectif pour rejoindre la marche de protestation des paysans. Départ 5 heures, place de la Bourse, inscription 47, rue de la Devisse.

Après les comités de soldats, ce sont les serveurs des casernes qui s'y mettent! Patrick Laduche, serveur à la caserne de Metz, entame une grève de la faim mardi 21 novembre. Il entend protester contre le gaspillage de nourriture et obtenir un régime végétarien...

Depuis le 8 novembre, les paysans ont entamé une marche qui devrait se terminer le 2 décembre. Le 2 décembre, les comités Larzac de la région parisienne organisent une manifestation et une soirée de soutien à Vincennes. D'ores et déjà, les paysans ont fait appel aux organisations qui se sont solidarisées avec eux depuis 8 ans. Mais... mais... il y a toujours un mais quelque part. Les seuls « grands » partis et personnalités s'emparent de l'affaire et désirent évidemment diriger cette manifestation. A suivre...

\* \* \*

## Près de nous

La Libre Pensée présente dans son salon théâtre « le Han Ryner », 42 rue des Fossés-St-Jacques, du 1<sup>er</sup> au 3 décembre, un récit de magie avec Mystag.

L'Union Pacifiste organise le 24 novembre, salle Balzac à Tours et à 20 h 30, une réunion « Combattre pour la paix », animée par le pasteur Henri Riser. Il reste encore des places assises...

**UN SERVICE  
REGULIER  
ET PRATIQUE**  
L'ABONNEMENT

LA VIE DES MAIRIES  
EN JEU

La vie communale fait partie de notre quotidien. Si même pour nombre de personnes elle est restreinte par les cités dortoirs, il n'empêche que nous payons des impôts locaux, lourds de conséquences pour une bonne partie d'entre nous.

Mais la commune, c'est surtout ses employés dirigés par le secrétaire général, le Maire et ses conseillers, les difficultés de financement par le département pour les différentes réalisations et surtout pour l'embauche de personnel...

La fonction communale fait partie des moins rémunérées dans les services administratifs, le pouvoir d'achat de l'employé de ce secteur est des plus faibles. Un agent sur deux gagne moins de 3 000 F, 70% de l'effectif moins de 2 500 F par mois. Les salaires évoluent selon une politique contractuelle mise en action le 1<sup>er</sup> janvier 1970. Le gouvernement se base pour évaluer l'évolution du pouvoir d'achat sur l'indice INSEE. Le niveau des traitements est resté inférieur à celui des prix 12 mois sur 28.

Pendant 28 mois, la hausse des prix a été de 26,9%, l'augmentation moyenne des traitements de 22,20%. La perte du pouvoir d'achat est donc en moyenne de 4,7%. Les mesures présentées comme « l'effort du gouvernement pour les basses rémunérations » se traduisent par une augmentation dégressive suivant les catégories concernées d'environ 80 à 10 F, la majorité d'entre elles percevra en fait 30 à 40 F.

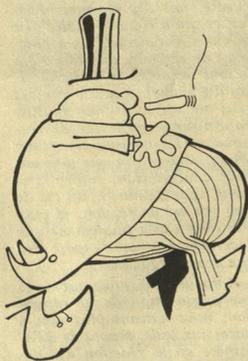
Il manque actuellement dans la fonction publique communale, 100 000 personnes dans toutes les catégories. Si, jusqu'à présent, les communaux se sont battus soit pour des améliorations de salaires ou pour de meilleures conditions de travail et pour l'amélioration de leur statut, aujourd'hui cela est plus grave! Le nouveau projet du gouvernement pour une réforme des collectivités locales signifie mettre ces communaux au service des grands monopoles dans le cadre du redéploiement industriel actuel. Aussi prépare-t-on l'administration à l'application de la « loi-cadre » qui permettra notamment d'appliquer les mesures contenues dans le rapport Guichard sur les problèmes de l'environnement et du cadre de vie et dans le rapport Guillaumat sur les transports.

Le rapport Guichard vise à transformer la structure communale et toutes les administrations françaises en créant de façon autoritaire des « communautés de communes » qui pourront être présidées par un syndic, non élu.

Ces réorganisations vont aboutir à une dégradation des services rendus à la population et à enlever aux élus locaux toute, ou presque, autorité ainsi qu'au maire, pour faire pire encore.

Il faut donc s'attendre à une augmentation massive des impôts locaux. Selon des estimations sérieuses, ces augmentations se chiffrent à 1 000 F par an et par famille pour le seul rapport Guichard.

Si nous prenons en ligne de compte tous les autres rapports et projets présentés, c'est le statut du personnel communal qui est mis en jeu, c'est ouvrir la porte à la pénétration du secteur privé pour gérer les affaires communales qui représentent 140 milliards (AF) chaque année. Déjà à Valenton le service des jardins espaces verts passe sous le contrôle d'une maison privée dans le courant de l'année 79, ce qui donnera lieu à 10 licenciements de titulaires ou non. Précédemment ce fut le ramassage des ordures ménagères et le nettoyage des écoles dans la majorité des villes.



Ces projets de réforme des collectivités locales nous concernent tous, employés communaux et habitants, à cause de la menace de licenciements et de l'augmentation des impôts locaux.

Encore une fois le gouvernement veut centraliser le maximum de pouvoirs dans la crise qui sévit depuis longtemps. Nous nous devons de nous organiser dans nos quartiers, dans nos villes et régions face à ce pouvoir de plus en plus menaçant.

Martial COUHET  
Employé communal  
à la ville de Fresnes

## A PROPOS DES TANNERIES

La France est le 4<sup>e</sup> producteur mondial de bovins, le 1<sup>er</sup> producteur de veaux. Elle possède le cheptel le plus important d'Europe. De plus, les demandes en cuir sont de plus en plus nombreuses, tant pour l'industrie de la chaussure que pour le consommateur lui-même. Pourtant l'industrie de la tannerie est en crise.

Pourquoi, au lieu de se développer, ne cesse-t-elle de voir baisser ses effectifs : 13 000 salariés en 1960, 7 500 en 1973 et 6 000 seulement en 1978 ?

En dix ans, le nombre des usines est passé de 134 à 75. Et malgré tout le potentiel que nous possédons, les importations ont doublé de 1973 à 1977, et, en 1978, elles représentent près de 50% de la production française.

Les échanges se font essentiellement (77%) au niveau de l'Europe et plus particulièrement avec l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne.

Le mal ne vient donc pas, comme le prétendent certains, de la concurrence de pays à bas salaires. Le plus gros dans tout cela c'est que les peaux brutes exportées dans ces pays nous reviennent sous forme de cuir. La France, pour ses besoins, a consommé en 1977 26 000 tonnes de peaux finies dont 40% sont d'importation. Et pendant ce temps les licenciements vont bon train... le chômage se porte bien dans l'industrie du cuir!

Il faut encore ajouter à cela la spéculation pratiquée sur la vente des peaux brutes aux tanneurs : en moins d'un an, la vachette a augmenté de 35% et le veau de 50%. De plus, les salaires du cuir sont parmi les plus bas de France... Le tanneur a vraiment de quoi se réjouir!

L'Etat, il va de soi, fait la sourde oreille aux doléances... n'est-il pas l'instigateur de tout cela, lui, le serviteur des grands monopoles ?!

Au Puy, la tannerie se meurt. Les TFR (Tanneries Françaises Réunies) du Puy, de Bort-les-Orgues en Corrèze et d'Annonay en Ardèche comptaient ensemble 2 300 salariés en 1973. En 1978 elles n'en comptent plus que 437. La liquidation totale est pour bientôt!

La politique du profit c'est ça... le mépris et l'exploitation des travailleurs, c'est aussi ça... le centralisme c'est encore ça!...

Tant que ne vivra pas notre société fédérée-autogérée, nous nous ferons bouffer. Seule la révolution remettra « l'instrument, la machine, la matière première et toute la richesse sociale aux mains du producteur et réorganisera toute la production de manière à satisfaire les besoins de ceux qui produisent... » (Kropotkine).

Elisabeth  
(Liaison Le Puy)

NON, NOUS N'ÉTIONS PAS LÀ  
POUR ALBERT KING !!!

JEUDEI soir... 20 h 30... la queue devant la Mutualité. Au fond, loin devant... du blues. Mais, une fois installés dans cette salle au 3/4 enfumée, devant nous, ce n'était pas Albert King que nous regardions. Non, nous n'étions pas là pour Albert King!

Dans cette salle « C » de la Mutualité, tout en haut de l'escalier, se trouvaient ceux qui étaient venus apporter leur soutien à Jean Carpentier.

Rappelez-vous, ce médecin généraliste corbeillois qui, en 72, avait distribué un tract sur la sexualité\* à la porte du lycée de cette même ville. Un parmi d'autres, c'est lui qui avait été reconnu le « grand responsable » de cette attaque à la bonne moralité. Normal, c'était le médecin, celui qui sait (et ceux qui savent ne peuvent être que les meneurs). Sanctionné par l'ordre des médecins, après un an d'interdiction d'exercer, il continue dans son quartier à contester, par les rapports qu'il entretient avec sa clientèle, ce pouvoir médical qui nous tient et, comme tout pouvoir, nous oppresse.

Carpentier, en refusant ce statut de médecin, ce statut de « maître », est gênant. Il remet en cause le pouvoir médical, mais surtout la façon dont nous vivons et la violence quotidienne qu'on nous inflige à l'école, au boulot ou dans notre famille... Plus que par de grands écrits, c'est par sa vie qu'il conteste. Mais cela il n'en a pas le droit, parce qu'en tant que médecin il se doit d'être un bon représentant du pouvoir.

Mais, depuis un soir de juillet 77, le pouvoir tient, à nouveau, un moyen d'attaquer, en la personne de Jean Carpentier,

tout ce qui en France, depuis 68, dénonce en acte le pouvoir médical.

Jean Carpentier est poursuivi par la justice pour un faux, pour un certificat de complaisance, comme il s'en fait partout en France, chaque jour, et par centaines à Paris.

Pour avoir voulu aider un jeune portugais en liberté surveillée qui, l'espace d'un soir, avait fait la prison-buissonnière, Carpentier passe au tribunal mardi à Paris.

Jeu de soir on a dit dans la salle que ce meeting de soutien était tristounet, je le pense aussi. Nous sommes pleinement d'accord avec ce qui a été dit à ce meeting, sur la médecine et la prison ; mais ce que nous déplorons, sans pour cela vouloir nous ériger en « donneurs de leçons », c'est qu'il ait été à l'opposé (dans sa forme) de ce que Carpentier pratique.

Il était triste parce qu'il est resté dans son quartier à contester, par les rapports qu'il entretient avec sa clientèle, ce pouvoir médical qui nous tient et, comme tout pouvoir, nous oppresse.

Il était triste parce qu'il est resté dans son quartier à contester, par les rapports qu'il entretient avec sa clientèle, ce pouvoir médical qui nous tient et, comme tout pouvoir, nous oppresse.

Nous, groupe Fernand Pelloutier de Corbeil Essonnes, pouvons envoyer demain un communiqué à la presse en affirmant soutenir Carpentier. Tous les partis et groupuscules peuvent le faire. Mais est-ce cela l'important ?

Nous ne le pensons pas. C'est dans la lutte quotidienne que nous nous retrouvons.

Tu le dis Carpentier, dans ton bouquin, tu affirmes vouloir lutter en dehors des chapelles qui stérilisent les luttes... Alors laisse tomber les partis, et ensemble luttons pour ce que nous voulons!!!

Eric  
(Gr. F. Pelloutier)

\* Apprenons à faire l'amour était le titre du tract.

\* Médecine générale de Jean Carpentier chez Maspéro.

Lorsque près de 300 000 personnes se réunissent à Barcelone, à l'appel de la CNT, comme cela était le cas l'année dernière, il faut être curieux de nature pour en être informé dès qu'on se situe hors des milieux libertaires.

Lorsque 150 000 nostalgiques du bras tendu croient bon de se rassembler sur une place madrilène pour cracher leur venin et rappeler qu'il y a trois ans mourait leur dictateur préféré, voilà toute la smala informaticienne qui se rue sur place.

Tous les bavards des télévisions et radios nous l'ont dit, tous ceux « qui se souviennent » l'ont écrit, le fascisme c'est horrible, terrifiant, et bien plus encore. Sans qu'il soit besoin de taire ses apparitions, pourquoi tout ce tapage ?

Il semble, au contraire, que les rassemblements ouvriers sortant de l'ordinaire inquiètent nos informateurs quand on observe ce prudent silence qui les entoure.

Pour ceux qui informe, les manifestations libertaires, c'est un peu comme le sport, l'important c'est d'y participer, pas d'en parler!

## Réalisé par le groupe Sébastien Faure de Bordeaux

### ENTRETIEN AVEC ROLAND AGRET

Si j'ai tenu aujourd'hui à parler du quartier de haute sécurité c'est qu'une autre supercherie est en train de naître ; la peine de mort gêne quelques bonnes consciences. Je pense que l'on va peut-être la supprimer. Mais le quartier de H.S. va s'y substituer. Autrement dit, le gars ne sera pas guillotiné mais il aura une mort lente dans ces QHS. Alors je dirais que c'est pire ! Bien pire ; ne parlons pas de goulag amélioré mais parlons de summum d'inhumanité ! Comment penser enfermer un homme dans une cellule sans en sortir jusqu'à sa mort ? Alors les messieurs Peyrefitte qui voudraient nous donner des leçons d'humanisme, je pense que leur humanisme marche la tête à l'envers, car les grands criminels de l'humanité ce sont les Etats qui se déculpabilisent, s'honorent, se médallent. Lorsque la sueur des gens ne suffit plus à leur criminelle assurance, ils n'hésitent pas à orchestrer une

m'annonce un jour : « Roland, aujourd'hui tu n'as pas ta pilule, je fais grève, je conteste ». Et bien cela démontre une supercherie, non seulement on s'entremet mais on est encore plus figé dans l'inertie. Nous sommes donc deux fois cocufiés, car s'il ne me donne pas sa pilule pour le cœur j'en crève. Mais nos bourreaux, eux, en rient de voir un pauvre cocu qui dit « je conteste parce qu'il n'aura pas sa pilule ! »

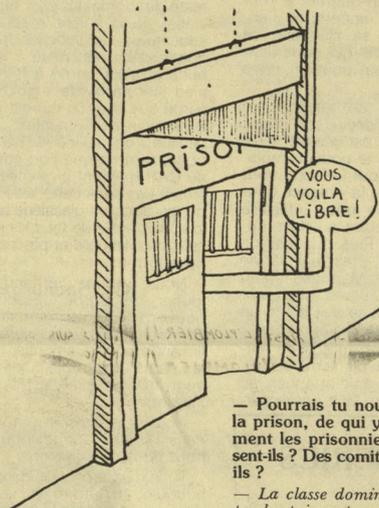
Il est urgent de changer les méthodes de contestations. La contestation traditionnelle est l'invention de nos bourreaux et tant que nous n'en sortons pas, nous faisons leur jeu. Mieux ! Nous leur permettons une belle image de libéralisme qu'ils peuvent jeter aux autres Etats en disant : « En France, nous sommes libres. Tenez, nos gauchistes dans la rue, ils contestent avec leurs pancartes. Nous avons même la Ligue des droits de l'Homme mais... tout est contrôlé ! »

s'organiser se retrouvent brimés par l'organisation pénitentiaire et agressés par les autres détenus. De par ce système, il n'y a aucune organisation possible, sinon isolée, immédiatement réprimée.

— Donc, il n'est pas possible à l'intérieur de la prison de s'organiser ?

— Immédiatement, non ! Par contre, lors des récentes révoltes, ce qui a été admirable, c'est que sans concertation, il y a eu un coup de centrales en France qui se sont révoltées. Je ne parlerais pas du résultat, à savoir que des gens ont été assassinés, battus, pour avoir un petit peu de musique et les cheveux longs en prison, mais le fait que sans aucune concertation, immédiatement, spontanément, un tas de gens ont osé de révolter, je crois que c'est à cela finalement que j'accroche pas mal d'espoir plus que dans l'organisation.

Actuellement nous subissons une aggravation de la répression, nous n'avons plus rien à envoyer aux belles prisons de RFA ! J'espère en la réaction des détenus et surtout qu'extérieurement ils seront davantage soutenus qu'ils ne l'avaient été à l'époque de ces révoltes, et que cette fois-ci nous ferons un pas en avant vers du positif, vers la destruction des prisons.



— Pourrais tu nous parler de la prison, de qui y va ? Comment les prisonniers s'organisent-ils ? Des comités se créent-ils ?

— La classe dominante ne fait pas les prisons pour elle. Actuellement il y a en France 95 à 98% d'ouvriers. Comment on s'organise en prison ? Je dirais qu'on programme la désorganisation de la même façon que dans la société on nous programme le désordre. En prison, il n'y a aucune organisation, aucune véritable conscience, et cela l'administration pénitentiaire s'évertue à l'entretenir.

Quand bien même il y aurait de temps en temps quelqu'un qui prenne conscience, qui se politise et qui essaie de transmettre cette conscience, il se verra immédiatement placé en QHS. Je crois que les vrais responsables, ce sont les « fabricés » truands, qui sont dits marginaux, mais qui, en fait, sont la caution, l'épine dorsale du système, surtout dans le monde carcéral. En effet un truand est fabriqué par un mythe hautement bourgeois à travers tous les moyens d'intoxication (radio, TV) et ces gens-là adoptent l'attitude du parfait prévoit. Ils sont les premiers à arrêter les révoltes, à brandir eux-mêmes les carottes administratives aux autres détenus, et surtout à pratiquer la ségrégation. Et il est dès lors évident qu'ils participent à l'administration pénitentiaire et à son soutien. Un truand, pour sa cote, aggravera la situation du physiquement plus faible, il le rachettera. Dans la société, le truand n'aura plus qu'une seule motivation, le fric ! Son idéal sera de réaliser un gros coup qui lui permettra de gagner le rang des bâtisseurs de prisons.

A partir de là, l'organisation est très difficile jusqu'à ce moment là, ceux qui voudraient

guerre, à organiser une bouche-rie pour innocents, ce qui fait que nous avons des tonnes d'hectolitres de sang qui coulent, dans lequel ces immondes salauds pataugent en se moquant bien de quelles artères cela a bien pu couler. Alors évidemment, on brandit de la merde patriotique, un chiffon peinturluré, un coup de trompette, une médaille pour des gens qu'on fabrique héros... et tout le monde se sent alors déculpabilisé des fosses communes, des charniers et des millions de morts !

Alors, avant qu'on en crève tous, il est temps qu'on prenne ces problèmes et nos responsabilités à bras le corps, et je dis bien responsabilités, car si on est encore au temps des négriers, j'implicite aussi notre part de faute, notre inertie, notre jeu de la pseudo-contestation qui nous figent dans l'inertie en nous illusionnant d'agir. Là, j'implicite les gens des syndicats, des partis qui, à leur tête, ont des chefs qui eux sont parfaitement manipulés par la légalité ; or la loi n'est ni plus ni moins que la violence codifiée de ceux qui nous tuent, qui nous dominent, de nos bourreaux... et le bourreau tend une arme au contestataire, qui, évidemment, est truquée. La contestation autorisée signifie ceci : il y a le chef qui est manipulé par la légalité, qui lui, en maître penseur, va manipuler tout le monde.

D'après mon exemple, personnel, j'aimerais dénoncer une chose. En réanimation à Marseille, après ma grève de la faim, je prenais des pilules pour le cœur. Un infirmier, de la CFDT,

### SOCIALISME ?

On parle beaucoup de la répression contre la dissidence dans les pays dits socialistes mais on omet souvent de parler de cette répression quotidienne qui frappe les peuples de l'Est à tous les niveaux.

Ainsi, le 27 octobre dernier, 4 soviétiques, R. Adzishiri, G. Sepiashiri, I. Mikhailshiri et Abassov, des Ukrainiens, ont été condamnés à la peine de mort pour crimes économiques. Ils faisaient partie d'un groupe de 56 ouvriers qui avaient été accusés d'avoir volé des marchandises appartenant à l'Etat (surplus de textile), pour les revendre au marché noir. Notons qu'ils sont juifs, élément important en Union soviétique. Rappelons qu'en URSS le code criminel (amendements de 1961 et 1962) déclare passible de la peine de mort les délits économiques y compris « les vols de la propriété de l'Etat sur

grande échelle sans tenir compte de la manière dont le vol a été fait ».

La sainte propriété est bien protégée à l'Est comme à l'Ouest, celle du patron ou celle de l'Etat, et gare à ceux qui osent la bafouer ! Quant à la peine de mort, barbarie légalisée, elle sert également là-bas comme ici.

On avait cru entendre que ce pays se réclamait du socialisme... Quand à nous, anarchistes, nous ne répétons jamais assez que la propriété c'est le vol, que nous sommes contre toute forme de propriété, qu'elle soit capitaliste ou étatique.

Les outils de production et les richesses produites n'appartiennent ni au patron ni à l'Etat, ils n'appartiennent qu'à ceux qui produisent.

Louis  
(Gr. d'Angers)

### EN VENTE A PUBLICO

De la prison à la révolte. .... 32 F  
La rage des murs. .... 32 F

Ainsi que les autres titres de Serge Livrozet

### Chine - Vietnam

#### De l'expansionnisme en régime marxiste

La totalité, la marche vers « l'empire total », s'effectue une fois de plus sous nos yeux et prend un nouveau rythme qui pourrait faire penser à celui du pas de l'oie. Le marxisme et ses bourgeois léninistes n'en finissent plus de déchirer les populations au profit de l'hégémonie triomphante.

La presse bien-pensante occidentale peut bien se satisfaire les sens avec la « libéralisation chinoise » et son « ouverture sur le monde extérieur », annoncées sur tous les sons de clo-

ches, les foyers de conflits s'étendent en Asie du sud-est grâce aux inévitables protagonistes : soviétiques et pro-soviétiques face aux chinois et pro-chinois.

Ce qui n'était, dans un premier temps, qu'incidents de frontières entre le Vietnam et le Cambodge est en train de prendre la tournure d'une véritable guerre, sinon militaire, tout au moins idéologique et diplomatique entre les deux blocs en présence.

Le gouvernement khmer rouge du Cambodge s'agrippe désespérément à la Chine malgré l'opposition interne et armée au régime... opposition armée qui se manifeste aussi avec virulence chez son voisin, le Laos, dont on peut dire à l'heure actuelle qu'il est totalement « vietnamisé », politiquement et militairement. Et derrière les multiples déplacements des hommes d'Etat chinois et vietnamiens, ce sont en fait de promoteurs marchés économiques qui ont leurs faveurs. Par dessus les alliances et les contrats internationaux qui s'établissent ces derniers temps à un rythme accéléré, la lutte de tendance entre la Chine et le Vietnam ne peut s'expliquer uniquement par le seul désir d'assumer de solides positions militaires et surtout diplomatiques. Au périple de Teng Hsiao Ping, chef politique chinois, à travers l'Asie du sud-est pro-occidentale (Thaïlande, Malaisie, Singapour) et aux importants contrats conclus sans précédent avec le Japon, a rapidement répondu un traité russo-vietnamien.

La récente adhésion du Vietnam au COMECON (marché commun de l'Est) concurrencera-t-elle les contrats financiers (prêts internationaux) et industriels qui lient désormais le Japon et la Chine ? En fait, l'enjeu principal reste la « conquête diplomatique puis économique de l'ANSEA (Association des Nations de l'Asie du sud-est). Cette association, qui regroupe la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines et Singapour, était pourtant considé-

rée, et pour cause, comme inféodée aux intérêts américains : ne doutons pas un instant que les retours de veste ne posent guère de problèmes de conscience aux Etats patentés de la démocratie marxiste, peu soucieux des caractères fascisants de certains régimes de l'ANSEA.

Les communiqués hargneux d'« agressions » qui fusent de part et d'autre des frontières Vietnam-Cambodge et Vietnam-Chine cachent sans doute plus exactement la volonté d'instaurer un statu-quo diplomatique entre les blocs, plus apte à favoriser une course aux marchés étrangers et aux alliances : l'expansionnisme ne peut se concrétiser que par l'obtention de solides acquis économiques. Et l'impérialisme, fut-il décoré d'un marteau et d'une faucille, reste un phénomène qui fait appel aux principaux caractères de l'étatisme triomphant : la volonté d'hégémonie politique et militaire qui déstabilise une fois de plus cette région du monde aura comme conséquence, à terme, l'instauration de la puissance vietnamienne face à la vieille autorité chinoise. Jouer sur tous les tableaux, politiques, militaires, diplomatiques et économiques est donc le mot d'ordre des principaux protagonistes, qui se sont d'ores et déjà délimités leurs « terrains de prospection ».

Les populations dans tout cela ? Il n'en est guère question, et pour cause ! On discute ferme de marchés, de prêts, de collaboration d'Etat à l'Etat, les délégations se croisent et les seuls arguments sont ceux des

contrats, des régiments et des alliances.

L'exacerbation centralisatrice des Etats ne laisse guère entrevoir d'espoirs pour ces peuples qui vivent dans l'insécurité, la guerre et la misère depuis trop longtemps. Pourtant les délimitations politico-administratives issues des anciens empires coloniaux ne résisteraient pas, et les guerres avec elles, à une véritable refonte économique et sociale allant vers un fédéralisme toujours plus souple et créateur de fraternité.

L'entente des intérêts culturels, humains, économiques, impossible dans cette région du monde ? Allons donc ! Où est-elle cette belle dialectique marxiste censée synthétiser pour l'éternité les rapports humains et les rapports de production ? Depuis trop longtemps nous assistons impuissants à la succession des charniers. C'est bien par la liquidation de l'Etat et de ses instruments de coercition que la liberté et l'entente s'établiront. Les économies des pays d'Asie du sud-est sont encore relativement peu concentrées et industrialisées : les difficultés sont d'autant amoindries en faveur d'une restructuration agricole basée sur l'entraide, la recherche et la diversité.

Comme partout ailleurs, l'union des volontés et des individus est nécessaire, pas leur planification étatique. Fédéralisme et autodétermination des peuples sont seules solutions immédiates et durables à la guerre et à la misère.

R. BERNARD  
(Gr. des Yvelines)

## LES MUNICIPALITÉS D'UNION DE LA GAUCHE ET LA DÉLINQUANCE

LES élèves du CES Karl Marx de Villejuif (Val de Marne) peuvent voir actuellement depuis leurs salles de cours, une pancarte où on peut lire : « VILLE DE VILLEJUIF, NOUS DONNONS CE TERRAIN, NOUS VOULONS ICI UN COMMISSARIAT DE POLICE, LE CONSEIL MUNICIPAL ».



Municipalité à tradition communiste qui compte actuellement six élus communistes et un élu socialiste, avec pour maire Pierre-Yves Cosnier (PCF), pour conseiller général Jean-Paul Kayser (PCF) et pour député Georges Marchais, Villejuif connaît un taux d'agressions relativement élevé.

Face à une psychose de l'agression développée par les médias et qui permet un déploiement de forces de police permanent, face à la constitution de milices « d'honnêtes citoyens » soucieux d'assurer leur sécurité contre d'éventuels agresseurs : nord-africains, jeunes aux cheveux longs, etc., le PCF et le PS, nullement effrayés par la démagogie, demandent l'implantation de nouvelles forces de police.

Satisfaits du prolongement de la ligne de métro n°7 jusqu'à Villejuif, « grâce à leur seule action » (c'est ce qu'ils affirment, les élus communistes se féliciteront-ils de la construction d'un commissariat de police ?

En répondant à la délinquance par la répression policière,

le PCF poursuit son opération de charme en direction des classes moyennes et cautionne un racisme anti-jeunes de plus en plus fréquent. Quand au PS, avec la majorité de ses adhérents qui appartiennent à la bourgeoisie!!!...

Par leur démarche, le PC et le PS nient que la délinquance soit une conséquence logique du capitalisme privé ou d'Etat (la délinquance n'épargne pas les Etats socialistes). Dans une société de consommation qui développe le profit et la propriété privée, il est compréhensible que des individus excédés de la richesse des uns et de la pauvreté des autres, excédés par cet étalage de luxe, monopole d'une minorité ou d'une MJC, qui y remédiera.

Avec son mercantilisme à outrance, la société de consommation, OÙ TOUT S'ACHÈTE, a tué tout instinct créatif et fait de notre société une société d'ennui et ce n'est pas une quelconque « civilisation des loisirs », enfermée dans le carcan d'un ministère ou d'une MJC, qui y remédiera.

Toutefois, avec leur hiérarchie, leur respect du chef, leur racisme, leur mythe de la virilité et du « vrai mâle » (parachutiste de préférence), leur système démerde et leur tendance au fascisme, les délinquants sont à l'image de la société avec ses rapports entre individus, qui sont toujours des rapports de domination et d'autorité.

Mal dans leur peau, ils feront dire à certains : « ils luttent contre la société - leur violence est créatrice et subversive » (La gueule ouverte n°16-avril-73). Leur « refus » de la société n'en fait pas pour autant des anarchistes. La société libertaire passera par la révolution sociale et

la liberté, pas par la dictature.

D'autre part, la prise de possession ou l'expropriation doivent se faire à des fins collectives et non pas, dans un but individualiste petit-bourgeois. Il est permis de douter que la récupération individuelle s'inspire de Kropotkine ou de Louise Michel.

Tant que subsisteront : la société de consommation qui n'apporte que l'ennui, le parasitisme sous toutes ses formes, l'exploitation de l'homme par l'homme, la hiérarchie à l'école comme au boulot, subsistera la délinquance!!!

Et la répression policière n'y changera rien!!!

Groupe Fresnes-Antony

## Cédant à l'appel à la délation, nous dénonçons

### UNE SECTE DANGEREUSE

Le suicide collectif des membres d'une secte religieuse américaine suscite encore beaucoup d'émotion. On a, à l'occasion, beaucoup parlé du fanatisme aveugle de ces groupes qui pullulent aux Etats-Unis. On a pas manqué, non plus, de souligner que l'amour porté à Dieu par ces troupes d'imbéciles n'avait d'égal que celui que leurs dirigeants ressentent pour les dollars. Et on a bien fait de dénoncer tout cela!

Alors, nous qui connaissons l'une de ces sectes, curieusement épargnée jusqu'à aujourd'hui, nous avons pensé

qu'il n'était plus possible de nous taire ni de la laisser sévir plus longtemps. C'est pourquoi nous dénonçons aujourd'hui ce gang fortuné qui se cache derrière des appellations trompeuses telles qu'« église apostolique et romaine » ou « église des pauvres », qui, en même temps qu'elle a béni les armées les plus fascistes, poursuit son œuvre d'apauvrissement des esprits, en continuant à faire fortune.

Et le plus triste c'est qu'elle n'a pas, elle, l'intention de se suicider...

Julien ROBIN

## J'ai confiance en la justice de mon pays !

J'aimerais vous raconter une histoire qui vient de connaître son dénouement récent...

Il était une fois, dans un pays que je préfère ignorer car sa justice me paraît bien trop corrompue, il était donc un journaliste qui découvrit des cambrioleurs. Ces derniers exerçaient leurs talents dans le local où devait, dans un avenir proche, s'installer le journal qui l'employait. Jugez de la stupefaction de cet honnête citoyen lorsqu'il comprit que les malfaiteurs en question étaient des fonctionnaires d'un organisme chargé de la défense du territoire. Mais quoi, les travaux entrepris, lames de parquets soulevées, engins de

d'appel du premier tribunal concerné.

On pourrait croire que toute l'action recommence à zéro. Et bien non, la cour d'appel a statué, constatant que tous les actes d'instruction ayant eu lieu depuis le début étaient nuls, et que, s'agissant d'un délit, il y avait maintenant prescription (délai de trois ans).

Quoi de plus beau que ce jugement ?... En résumant, on peut dire que : primo un juge se trompe, secundo on le constate, tertio on oublie tout, rien n'a existé. Quand je vous disais que je n'aimerais pas être sous la juridiction de tels personnages, ni habiter dans le même pays qu'eux.

Ah, j'oubliais de vous dire que le dernier lot de coquins a aussi démontré lors de son arrêt que les plaignants auraient dû pallier aux insuffisances du magistrat instructeur. C'est du raffinement... vous voyez, finalement, ce sont les écoutez... les coupables. Ils s'en tirent à bon compte, ils auraient pu être poursuivis...

Ah, au fait, le journal en question, c'est *Le Canard Enchaîné*, et le pays la France. J'avais oublié de vous le dire... qu'est-ce que je suis bête... mais j'ai confiance en la justice de mon pays!

Pascal (Gr. Sacco-Vanzetti)

## L'ennemi public... lequel ?

SUREMENT pas Mesrine. Il a pour lui l'humour, l'astuce, la créativité ; il sait envoyer des messages militants et percutants. Notre hors-la-loi, notre Robin des Bois aux multiples visages a les qualités d'un truand plutôt sympathique. Les voisins de ses planques successives l'ont jugé « poli, serviable, cordial, enjoué, généreux », ce qui n'est pas le cas de Peyrefitte, bref un vrai gentleman! Lorsqu'il s'active (où ? personne ne semble le savoir, pas même les RG) pour obtenir la suppression des QHS, on serait tout près de le nommer « ami public »...

Les autres, les « ennemis publics » authentiques, que les doigts de la main ne suffiraient pas à dénombrer, sont d'abord tout à fait démunis du sens du ridicule. Barre-Debré, à l'île de la Réunion, n'avait pas du tout l'air de penser que leur duo était un spectacle de guignol.

L'Elysée vient d'ouvrir ses portes aux « patrons méritants » pour leur distribuer des bons points. Fier de sa croix d'honneur, l'un de ces PDG avait pu démentir et certainement avec sincérité : « Je me sens bien dans ma peau de patron... mon costard-cravate sur mesure, mon compte en banque ne me font pas rougir. Je ne rase pas les murs » à la sortie de « mon » entreprise, quand j'ai sous-payé des larbins pour qu'ils fabriquent des pinceaux. Ce triste individu a nom Bauer ; triste puisqu'il ne sait même pas railler sa propre fatuité ; gai, sans doute, quand il sabla le champagne avec les autres patrons de son

acabit ayant bien mérité de la patrie, de la Bourse, du Capital, de l'Etat et de l'Exploitation. Tellement triste sire Bauer qu'on aurait envie de se construire une cabane en bois brut pour ne pas se salir les doigts avec ses pinceaux.

La délinquance, petite ou grande, n'est-elle pas l'Ennemi n°1 bis ? Les « amis » seraient alors les héroïques, bons et braves flics qui assurent aux Français immatures protection et sécurité. Ce qui devrait nous reconforter, nous les anarchistes, c'est qu'un « journaliste » de la télé a prédit ceci : si la délinquance s'amplifie, l'anarchie régnera! Il suffirait de rayer le verbe régner, gênant pour nous quand même, et la société libertaire surgirait de la délinquance.

Il y a erreur! C'est en diminuant, ou, mieux, en supprimant les effectifs militaires et policiers, c'est en re-humanisant et en dépolluant, c'est en donnant à tous les enfants, à tous les adolescents, à tous les jeunes les mêmes chances pour apprendre, créer, travailler, respirer et vivre, que l'on pourrait entrevoir un bouleversement de la société. Cela suppose que vole en éclat l'économie libérale, hiérarchisée, élitaire.

Enfin, il faudrait peut-être que les Barre, Debré, Bauer et Cie aillent faire un petit séjour dans les Quartiers de Haute Sécurité.

A leur sortie du mitard, on pourrait discuter pour savoir qui est ou qui n'est pas le véritable ennemi public.

Marie-Madeleine HERMET



communication à courte distance, fils et câbles divers ne pouvaient que confirmer ce fait incroyable. Dans ce pays sois-disant démocratique, on surveillait les journaux... quand je vous disais que je ne souhaitais pas y habiter!

Plainte est déposée... naïveté ou espoir démesuré ? Quoiqu'il en soit, on apprend que les cambrioleurs étaient sous les ordres d'un commissaire ayant donc la qualité d'officier de police judiciaire. Faites attention à ce détail, nous verrons qu'il est très important pour la suite des opérations.

Après bien des lenteurs et des difficultés, il s'écoule trois ans avant que le juge d'instruction chargé de l'affaire ne rende une ordonnance de non-lieu. Ce personnage estime que nul ne peut être convaincu d'une tentative d'écoutes.

Faisant preuve de beaucoup de mauvaise foi, les plaignants font appel. Sept mois plus tard la cour d'appel confirme l'ordonnance de non-lieu.

Décidément très obstinés les presque-écoutes se poursuivent en cassation. Cette cour ne jugeant que la forme, relève une erreur de droit : l'inobservation d'un article relatif à la mise en cause d'un officier de police judiciaire, ou le suspect n°1 avait cette qualité, puisqu'il était commissaire de police. Conformément au code de justice, la cour de cassation annule l'arrêt de la cour

## La télé complice d'apologie de meurtre

« APOLOGIE de meurtre », « recel de criminel », « légitime défense », ce sont là des expressions très courantes aujourd'hui, plus faciles à proclamer que « liberté d'expression ». Isabelle de Wangen en fait les frais pour avoir publié l'interview de Jacques Mesrine dans Paris-Match, canard plus habitué à dispenser des informations douteuses ou des photos catastrophes du genre « gloire du colonel Erulin sur les chemiers de Kolwezi ». La recherche du sensationnel, qui fera vendre le plus possible, passe par tous les sujets et cette fois le scoop était bon. Pensez donc! L'ennemi public n°1 révélant ses intentions de descendre s'il le fallait quelques magistrats pour qu'enfin l'on se penche sur le problème des QHS! Jusque là, Paris-Match s'en était peu soucié des QHS et on peut se presser la panse à l'idée de trouver dans ses mêmes pages les révélations de Mesrine et la chronique hebdomadaire du tribun au visage blafard Jean Cau, égrennant sa morale fasciste pour le renforcement de la répression, des QHS ou de la peine de mort.

L'ennui avec Mesrine, c'est qu'il pense à voix haute et que ça dérange. Pour le pouvoir, un homme qui pense est bien plus dangereux qu'un homme qui tire. D'où l'inculpation d'Isabelle de Wangen pour apologie de meurtre et recel de criminel. Mais il y a mieux! Le 14 novembre, au cours du journal télévisé d'A2, un reportage nous montre un groupe de jeunes « loubards » paumés dans leur grand ensemble, révélant leur participation à quelques petits casses. Question du journaliste : « Si on cambriole chez vous et que vous surprenez le voleur, que feriez-vous ? »

« Pas de quartier, je le tue... c'est normal, nous si on nous tire dessus on l'a cherché... c'est un risque à courir... »

Ouf! Les braves gens sont soulagés, ils le disent eux-mêmes c'est de leur faute, alors y'a plus à se gêner, on peut tirer dessus.

Un reportage lourd de conséquences, Poivre d'Arvor doit être fier de lui, ça fait quelques millions d'imbéciles qui ont maintenant la conscience tranquille. Pourtant, à sa place, je tremblerais car le ministre de la Justice risque de l'inculper pour apologie et incitation au meurtre.

Hé Giscard! L'ennemi public n°1 c'est pas Mesrine... c'est Poivre d'Arvor.

CARIC

## La longue nuit des colonels continue en Grèce

### L'AFFAIRE SERIFIS

**L**e 20 novembre aura débuté à Athènes le procès de Jean Serifis. Jean Serifis est un ouvrier de 39 ans qui, pendant la longue nuit des colonels, avait combattu la dictature avec fermeté. Il a été à l'époque recherché et poursuivi par les agents les plus réactionnaires de la junte, à savoir le tortionnaire renommé de la Sécurité de l'Etat, Karathanis, et le chef de la

police militaire (ESA) Hatzizissis lui-même.

Aujourd'hui, 4 ans après le « rétablissement » de la « démocratie » en Grèce, le travailleur Serifis est entre les mains de ses persécuteurs qui, hélas, non seulement n'ont pas été destitués, mais au contraire promus en grade. Et, comme à l'ère des militaires ils protégeaient la tyrannie, à l'heure actuelle ils protègent la « démocratie ».

Tout de suite après la substitution aux postes supérieurs du commandement des colonels par les politiciens, ces derniers et leurs patrons capitalistes étaient conscients que pour un certain temps ils devraient jouer la carte libérale et ils se mirent à œuvrer dans ce sens. Au niveau syndical, les politiciens et les patrons se sont mis à constituer des syndicats à leur mesure. N'est-ce pas un phénomène curieux de voir des patrons se donner la peine et prendre l'initiative de créer des syndicats dans leurs entreprises ? N'est-il pas curieux de voir les autorités se fatiguer tant pour faire adopter par le parlement la loi n°330 (et un grand nombre d'autres) qui réglemente le « libre » exercice du droit de grève ?

Il va donc de soi que les syndicats, au niveau de l'entreprise et de l'usine, ne sont que des organismes composés de personnes favorisées par les patrons, et que l'unique syndicat existant en Grèce, la CGT, n'a à sa tête, au niveau national, que des fascistes connus pour leur activité pendant la dictature des colonels, et des « démocrates » musclés. En dehors de ces organisations « ouvrières » les travailleurs de Grèce (grecs, albanais, turcs, slaves et pakistanais) opprimés par l'exploitation capitaliste qui sévit dans ce pays, ont essayé de créer leurs propres organisations autonomes, indépendantes du patronat, de l'Etat et des partis politiques, et sont passés à l'action directe. Jean Serifis, disposant d'une expérience importante dans ce domaine, était parmi ces ouvriers-là.

#### COMMUNIQUÉ

Fin novembre 77, Amnesty International avait envoyé en Irlande du Nord une mission d'enquête sur les sévices infligés par la police spéciale d'Ulster (Royal Ulster Constabulary) aux suspects qu'elle détenait.

Cette mission comprenait un avocat, deux médecins et un chercheur d'Amnesty International, a rencontré des autorités politiques et judiciaires d'Irlande du Nord. Elle a également examiné les plaintes de mauvais traitements de 78 personnes ainsi que des rapports médicaux relatifs à une quarantaine de cas. Elle recueillit 52 témoignages directs et procéda à cinq examens médicaux détaillés.

Le rapport de cette mission présente l'étude des cas de personnes ayant subi de mauvais traitements ainsi que la législation et les procédures judiciaires en vigueur en Irlande du Nord.

D'après Amnesty International, les sévices exercés par la RUC sur des personnes suspectées de terrorisme sont suffisamment fréquents pour justifier l'ouverture d'une enquête publique et impartiale qu'elle recommande vivement au gouvernement du Royaume Uni.

\* Que ceux qui ont eu connaissance d'enquêtes « publiques et impartiales » menées par un quelconque gouvernement nous écrivent, ils ont gagné une photo de la reine d'Angleterre...

Naturellement, ce refus ouvrier de s'intégrer aux institutions étatiques et patronales déplaisait aux autorités et aux patrons qui ont pris des mesures. Au niveau législatif, ils ont fait adopter les lois les plus réactionnaires (loi permettant la déportation des travailleurs combattifs, loi permettant la proclamation de l'état de siège dans les quartiers ouvriers et les villages, loi « antiterroriste » qui permet de qualifier de terroristes les ouvriers et les paysans agissant en dehors des organisations patronales et étatiques, etc.). Ils ont fait cela sous prétexte de garantir les libertés!

Au niveau du travail, une véritable chasse à l'homme est exercée contre toute personne suspecte, avec licenciement immédiat et inscription sur listes noires. Jean Serifis a été arrêté et emprisonné à l'occasion des « événements de Rentis » (quartier ouvrier du Pyrée) le 31 novembre 77. Le 20 novembre, soit 11 jours avant son arrestation, un groupe de 4 travailleurs avait tenté, à la suite de la froide exécution des trois militants du groupe Baader, de faire sauter la succursale de l'entreprise allemande AEG. Aperçus par une patrouille de 2 policiers en civil, ils ont échangé des coups de pistolet avec eux, l'accrochage se terminant par l'arrestation de Christos Cassimis, militant marxiste. Ce dernier voulant s'échapper fut abattu froidement par les policiers, chose qui n'est pas surprenante car le tir de policiers sur des travailleurs et l'exécution à froid des militants socialistes est un procédé souvent employé par les autorités « démocratiques » en place depuis 74.

La mort de Cassimis a été l'occasion pour les policiers tortionnaires de :

- Comme pour Panagoulis, achever le travail de répression entrepris pendant la dictature et même avant.
- Porter un coup contre les initiatives d'action autonome des travailleurs.

Ainsi, ils faisaient d'une pierre deux coups. Pour cela, le bouc émissaire était facile à trouver car il figurait depuis bien longtemps sur les listes noires. C'était l'ouvrier Jean Serifis, 39 ans, qui, ayant participé à la grève sauvage de 70 jours à l'AEG de Rentis en 77, constituait un exemple aux yeux des ouvriers. En inculquant une autre personne qu'un policier, les autorités avaient ainsi, aux yeux de l'opinion publique, les mains propres.

Jean Serifis, emprisonné depuis son arrestation et déporté sur l'île d'Égine, accusé d'homicide et blessures volontaires, de port et d'utilisation d'arme, se déclare innocent en arguant que :

- Son arrestation a été préméditée par l'un des plus horribles tortionnaires de la junte, le renommé Kazathanassis (actuellement chef de la police du Pyrée et promu sous-chef de toute la police grecque), qui tout de suite après les incidents, dans le but de tromper l'opinion publique et de désorienter l'instruction juridique, a déclaré que l'exécution de Cassimis a été l'œuvre de ses camara-

des en fuite qui voulaient ainsi s'assurer de son silence.

— Le seul témoignage retenu contre lui est celui des 2 policiers qui s'empêtrèrent dans des contradictions flagrantes. Ils prétendent que Cassimis a été tué par Serifis alors que l'un d'eux maintenant Cassimis par une prise d'étranglement, tandis que l'autre, de derrière, lui donnait des coups de pieds sur les jambes. Serifis, d'après les policiers, étant très loin avec les deux autres membres du groupe, s'est rapproché et a tiré 3 coups de feu seulement ayant atteint la tête de Cassimis.

Serifis demande pour quelle raison, alors qu'il était si près, il n'aurait pas tiré les 3 coups sur les deux policiers et pour quelle raison, alors qu'il pouvait facilement tuer ses adversaires, aurait-il abattu son camarade. Pourquoi également les deux policiers ne lui ont pas tiré dessus ? Par la suite, ces deux flics légèrement blessés et transportés à l'hôpital militaire d'Athènes, prétendent avoir reconnu Serifis sur 2 photos. Ils sont ainsi en contradiction avec l'officier chargé de l'inspection qui déclare ne leur avoir montré qu'une seule photo. Serifis se demande encore comment on peut reconnaître quelqu'un sur une photo alors que la rue où se sont déroulés les événements n'est pas éclairée, et qu'il y règne, de nuit, l'obscurité la plus complète.

- Les autorités refusent obstinément la reconstitution sur place des événements. Elles essaient même de faire disparaître tout ce qui est compromettant pour elles : l'unique témoin oculaire, les armes des deux policiers, la chemise du policier qui avait neutralisé Cassimis). Les autorités ont même changé les blessures de Cassimis et l'ont enterré en toute hâte.

- L'expertise du médecin-légiste italien Faustino Durante démontre que les médecins légistes nommés par les autorités n'ont pas utilisé des moyens scientifiques et que le projectile qui a atteint Cassimis provient d'un pistolet du type de ceux utilisés par la police grecque.

Il est clair que l'affaire Serifis est une nouvelle affaire montée contre les travailleurs de Grèce par les fascistes et les « démocrates » musclés qui exercent le pouvoir. Il est clair que les vrais assassins du militant ouvrier Cassimis sont ces gens qui encadrent l'appareil étatique. Mais puisqu'ils sont à la fois assassins, instructeurs et juges, il est évident qu'ils décideront la sentence que leur convient. Ils ont décidé de s'auto-proclamer innocents et d'exterminer l'ouvrier Jean Serifis. Pour légaliser leur décision, ils le feront comparaître à partir du 20 novembre devant le tribunal. Son extermination sera un coup décisif contre la classe ouvrière en Grèce. Une solidarité active des travailleurs de tous les pays avec les travailleurs vivant en Grèce peut faire changer le cours des événements et faire libérer Serifis. Pouvons-nous pendant et après le procès rester les bras croisés ?

Relations Internationales

## Contre les manifestations antiterroristes

**T**ANDIS que les négociations se poursuivent en Espagne en vue de la signature d'un second pacte social entre syndicats et patronat, un accord s'est déjà fait entre droite et gauche espagnols qui ont trouvé l'ennemi commun : le terrorisme.

Le but n'est pas, bien sûr, d'en rechercher les causes, mais, au travers de manifestations communes, d'entraîner la classe ouvrière dans les salles manœuvres combinées par des partenaires soucieux de maintenir une démocratie dont ils vivent grassement sur le dos de ceux auxquels ils s'adressent.

Voici, ci-dessous, des extraits de la position prise par la CNT à propos de ces manifestations qui furent d'ailleurs un échec.

Que la dictature franquiste ait organisé des manifestations massives pour conforter le régime et l'ordre établi, était logique. Que la droite post-franquiste organise des manifestations contre le terrorisme ne nous surprend pas. Mais que les manifestations soient aujourd'hui convoquées par les partis et centrales syndicales dites de classe, paraît surprenant.

Ces appels nous affectent en tant que travailleurs. Ils nous affectent parce que, une fois de plus, on veut nous manipuler. Une fois de plus, on veut nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

Nous n'allons pas entrer aujourd'hui dans l'analyse des groupes qui, les armes à la main, s'affrontent avec le capital et ses instruments. Mais il faut être conscients de ce que l'action de ces groupes est une réponse au terrorisme qui, jour après jour, s'exerce contre le peuple.

#### ON RECHERCHE



Martin Villa, ministre de l'Intérieur espagnol

Les manifestations convoquées en ce moment trouvent leur origine dans la politique de consensus, concrétisation d'une convergence des intérêts entre la droite et la gauche.

Ce consensus, ce marchandage crapuleux, a mis en lumière cet authentique avortement qu'est la constitution, avec laquelle on prétend perpétuer indéfiniment la démocratie que nous subissons actuellement et le système de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Cette constitution, servilement appuyée par les partis et centrales de gauche, n'est pas seulement clairement anti-ouvrière, mais en plus légalise le coup d'Etat et, comme si cela ne suffisait pas, contient une loi antiterroriste destinée à « nettoyer » le pays d'une quelconque dissidence possible.

L'authentique objectif de ces manifestations est de commencer ce nettoyage qui tentera de consolider le système imposé. C'est la logique : pour appliquer une loi antiterroriste, on a besoin de quelques manifestations antiterroristes, on a besoin d'inciter le peuple à collaborer avec les corps répressifs.

Le système et ses complices ont besoin, pour mener plus avant ce processus, d'impliquer la classe ouvrière, en lui posant le faux dilemme de démocratie ou terrorisme, quand, en réalité, ils prétendent écarter les travailleurs de leurs objectifs de classe pour qu'ils finissent par appuyer une constitution qui est un mailloin de plus dans la chaîne de l'exploitation.

Ce contexte se complète avec une législation du travail anti-ouvrière, une crise économique provoquée et manipulée par le capital, un droit de grève inexistant et une augmentation brutale des fermetures d'entreprises. Dans ces conditions, appeler la classe ouvrière à ce qu'elle manifeste contre le terrorisme est une sale manœuvre.

Convoquer des manifestations antiterroristes c'est faire le jeu de l'appareil répressif et des authentiques terroristes... Quand la classe ouvrière voudra manifester contre le terrorisme, elle le fera devant le ministère de l'Intérieur, devant le siège de la CEOE (syndicat patronal), devant les prisons.

La CNT dénonce ses appels aux manifestations antiterroristes comme une manœuvre destinée à tromper les travailleurs, à les manipuler et les écarter de leurs véritables objectifs.

## PERSÉCUTIONS CONTRE L'ESPÉRANTO

**D**ÉPUIS sa création, le mouvement espérantiste international a vécu une histoire agitée. Déjà en 1895, la censure tsariste a interdit la vente de la revue *La Esperantisto* en Russie. Motif : publication de deux articles de Tolstoï...

### Premières attaques

Les premiers incidents en Russie montrent que les actions policières étaient moins dirigées contre la langue elle-même, que contre son caractère supposé révolutionnaire.

### VIENT DE PARAÎTRE

#### LA CRISE DE L'ANARCHISME

de Luigi Fabbri

Préface de Jean Barrué

Éditée par le groupe Malatesta

En vente à Publico 7 F

#### LES SYNDICATS OUVRIERS ET LA RÉVOLUTION SOCIALE

de Pierre BESNARD

(vol. 350 p. 39 F)

Prix de souscription : 33 F (franco de port)

Commandes à adresser à Cercle d'études sociales libertaires BP 121

25 014 Besançon Cedex CCP 2025 65 T Dijon

En vente aussi à Publico



#### CINÉ-CLUB DU 19 JUILLET

7, rue du Muguet, Bordeaux

Samedi 25 novembre

#### LE JUGE ET L'ASSASSIN

de Bertrand Tavernier

*L'étrange confrontation entre un juge sans scrupules et un assassin hors du commun. Un film qui reflète son époque, son milieu avec ses contradictions, ses passions, ses combats, ses peines et ses joies.*

Samedi 2 décembre

#### LE LIMIER

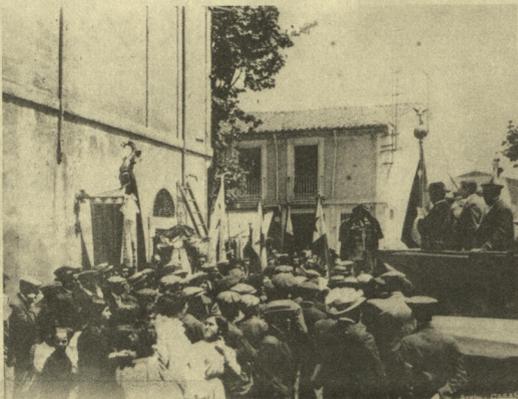
de Joseph Mankiewicz

*Un bourgeois traditionaliste trouve dans l'adultère de sa femme l'occasion de se livrer à un jeu criminel...*

A chaque séance, un court-métrage et un reportage vidéo abordant différents thèmes touchant Bordeaux et sa région, seront projetés.

En Allemagne, en 1905, un journal dénonce l'Espéranto comme « langue internationale anarchiste ». Mais les persécutions les plus graves ont lieu en Russie. Le président de la Ligue espérantiste russe est arrêté sous l'inculpation d'espionnage et plusieurs groupes sont dissouts. En Hongrie la police interdit aux travailleurs d'apprendre cette « langue de voleurs ». En Chine des responsables d'associations doivent se cacher ou sont assassinés pour avoir déclaré en public que « l'espéranto provoquera peut-être une révolution ».

A l'autre extrémité de l'éventail politique, les partis socialistes, démocrates allemands et hollandais, sous le fallacieux prétexte que la langue se développait dans tous les milieux, considéraient l'Espéranto comme « un jeu dangereux et une folie bourgeoise ».



Inauguration à Sabadell (Espagne) le 14/7/1912 de la première rue du Docteur Zamenhof dans le monde.

### L'entre-deux-guerres

En France, durant cette période alternèrent les prises de position favorables et défavorables. Pendant qu'un Henri Barbusse soutenait le développement de l'Espéranto parce que « fortement lié aux idéaux de fraternité », le ministre de l'Instruction Publique Bérard interdisait l'enseignement de l'Espéranto dans les écoles, et Bergson allait ruiner les efforts de centaines de milliers d'hommes en allant déposer à la SDN contre l'adoption de l'Espéranto comme langue de travail. Sa célèbre phrase : « L'Espéranto peut tout traduire mais rien exprimer ! » mérite de figurer au fronton du Panthéon de la bêtise universitaire.

A la même époque, un ministre brésilien attaque « la langue des pauvres et des communistes ». En Hongrie à Budapest, lors du 21<sup>e</sup> congrès international, la police interdit la déclamation de poèmes de Petöfi et en 1934, l'Association espérantiste hongroise est dissoute pour « son action contre la société, la religion et la nation ».

Après la fondation de SAT, qui organise des centaines de cours pour les travailleurs dans toute l'Europe, l'Espéranto s'attire la suspicion de ceux qui craignent l'internationalisme et la solidarité internationale des travailleurs.

Le plus grand danger est évidemment apparu en Europe occidentale après la prise de pouvoir par Hitler en Allemagne. Déjà en 1925, le professeur K. Vossler écrivait que « le bolchevisme international et le communisme avaient pénétré la grammaire et le vocabulaire de l'Espéranto » (sic). En 1928, un député nazi, au parlement bavarois, assurait que « la similitude

entre l'étoile verte, symbole de l'Espéranto, et l'étoile rouge, insigne soviétique, n'était pas due au hasard ». En 1933 les associations espérantistes de gauche sont dissoutes. L'association espérantiste allemande (neutre) tente de survivre, au prix de l'exclusion de ses adhérents juifs. Pendant quelques temps, les nazis créent de toutes pièces un « nouveau mouvement espérantiste allemand » dont le but est de diffuser l'idéologie fasciste.

Mais finalement, en 1936, un décret de R. Heydrich liquida l'ensemble du mouvement espérantiste dans le troisième Reich. Par la suite les persécutions s'étendirent à tous les pays sous l'influence nazie. De nombreux espérantistes participèrent à la résistance antifasciste et le payèrent souvent de leur vie. Ce fut entre autres le cas de presque toute la fa-

mille Zamenhof.

Durant la période 36-39 en Espagne, les espérantistes se trouvèrent en majorité dans le camp républicain. Comme persécutions de la part des franquistes, on peut signaler le fait que tous les adhérents du groupe espérantistes de Cordoba aient été fusillés. Franco n'a jamais vraiment interdit l'Espéranto, mais c'est seulement à partir de 1947 que le mouvement a pu retrouver une activité légale.

Au Portugal, en 1936, toutes les associations furent interdites et en 1948 le ministre de l'Éducation s'opposa à l'enseignement de la langue qui fut considérée jusqu'à la mort de Salazar comme politiquement dangereuse.

En Yougoslavie, à partir de 1930, le régime semi fasciste empêcha l'enseignement de l'Espéranto, et en 1938 la police fit cesser la publication de la revue *La suda stelo* (L'étoile du sud).

Pendant l'occupation allemande, de nombreux responsables espérantistes furent fusillés ou périrent dans les camps de concentration. Beaucoup d'autres tombèrent pendant la lutte de libération.

En Chine, la plupart des pionniers de l'Espéranto étaient soit anarchistes, soit socialistes, et ont été pour la plupart liquidés physiquement par les gouvernements successifs.

### L'Espéranto et le stalinisme

De nombreux espérantistes participèrent à la révolution russe. L'Union Espérantiste des Républiques Soviétiques (SEU) fut fondée en 1921 et les espérantistes russes jouèrent un rôle éminent dans la littérature

internationale. En 1930, d'après un linguiste anglais, l'aire d'extension de l'Espéranto était comparable à celle de la langue allemande. En 1934, la SEU comptait 9 000 membres.

Mais en 1935, brusquement, un membre du comité central de la SEU fut arrêté et condamné à 5 ans de travaux forcés. Par la suite, de nombreux autres responsables disparurent, mais il n'y eut pas d'attaque directe contre l'Espéranto. En peu de temps le mouvement fut réduit à néant. D'après Rytkov, 30 000 espérantistes furent arrêtés et la plupart disparurent. D'après certaines sources est-allemandes, on parle de 2 000 morts. En 1937, au moment de la Grande Purge, les instructions de Staline mentionnaient parmi les 14 catégories « d'éléments antisoviétiques et socialement étrangers » les personnes qui ont des contacts personnels et par correspondance dans les pays étrangers, avec des consulats et des légations, les légations, les espérantistes et les philatélistes, etc.

La déportation des espérantistes de la part des autorités soviétiques cessa lors de l'invasion allemande... mais les allemands appliquèrent la même politique en fusillant les rescapés, en particulier la poétesse H. Dresen et le ministre des Affaires Sociales d'Estonie.

Il faut signaler qu'après avoir appris l'Espéranto (sans que cela soit absolument prouvé) Staline se rallia en 1935 aux théories de N. Marr, sur la fusion des langues, pour finalement préconiser l'usage du russe comme langue universelle. Logique oblige...

### L'après-guerre

De 1945 jusqu'à la mort de Staline, les pays de l'Est appliquèrent une politique cahotique vis-à-vis de l'Espéranto, les périodes de tolérance succédant aux périodes d'interdiction. Il faudra attendre 1959 pour que pour la première fois depuis 30 ans un espérantiste russe puisse participer à un congrès international (Varsovie-août 59). L'affaire, Youri Belov a défrayé la chronique : ce compagnon a été condamné à 5 ans d'emprisonnement pour ses activités espérantistes. Une partie des publications espérantistes (livres, journaux) ne peuvent toujours pas franchir, ou difficilement, le rideau de fer.

A l'autre bout du monde, les espérantistes américains furent sérieusement inquiétés par l'inquisition maccarthyste aux USA, les associations espérantistes américaines étant bien sûr le repaire de dangers communistes.

L.L. Zamenhof, le créateur de l'Espéranto, avait pour ambition de rendre l'humanité plus pacifique, en lui apportant un outil de compréhension. Il ne se doutait pas du potentiel révolutionnaire qu'une telle idée portait en elle.

Nous pourrions presque utiliser l'Espéranto comme une sorte de « baromètre de la liberté ». Le mouvement espérantiste et les mœurs démocratiques vont du même pas : quand l'un avance, les autres progressent, quand l'un recule, les autres disparaissent.

Yves ROCHEFORT

## SOUSCRIPTION

PUBLICO CCP 11289 15 M PARIS

**Cette souscription doit nous permettre de réunir 200 000 F afin de pouvoir changer de locaux, de continuer la formule du Monde Libertaire Hebdomadaire avec numéro spécial de 12 pages chaque mois.**

### Théâtre

#### Minamata and Co

Théâtre de la commune d'Aubervilliers

**C**ETTE pièce écologique, écrite en 1969, dans la plus mauvaise période de la gigantesque lutte engagée entre les pêcheurs de Minamata et la firme polluante Chisso, nous démontre, avec évidence, combien notre système de progrès à outrance comporte de revers odieux.

La lamentable histoire de cette corporation de pêcheurs, disséminée par un mal inconnu dont on ignore le traitement curatif, est assez cruelle en elle-même pour que l'auteur, Osamu Takahashi, n'ajoute rien au sinistre de la situation. Il raconte simplement, par de petites scènes, le combat inégal de ces malheureux face au monstre capitaliste, défendant rageusement ses profits. Qu'importe la mort de petits artisans si l'on respecte et fait progresser les rendements. Il n'y a pas besoin d'aller jusqu'à Minamata pour découvrir un semblable état d'esprit. La Corse, l'Italie et notre hexagone connaissent également des pollueurs dont les vertus morales valent celles de la Chisso.

Les moules péripéties de ce terrible combat sont très adroitement présentées par une ingénieuse disposition scénique d'André Acquart, comportant des tableaux mobiles permettant de présenter, sans aucun retard ni ralentissement, les multiples situations du drame. Le magicien de cette réussite, vous l'avez deviné, c'est Roger Blin. Il a su nous faire vivre les cent actes de cette lamentable histoire ; grâce à lui nous découvrons le conflit dans ses moindres détails. Ce remarquable panorama est servi, avec une étonnante sincérité, par de parfaits comédiens. Le théâtre est souvenant un merveilleux moyen d'information et de propagande, avec cette pièce japonaise nous venons d'en être persuadé.

Francis AGRY

## Hongrie

## 22 années ont passé ; les bourreaux sont toujours là...

Hier, novembre 1956

Après avoir tenu tête pendant des semaines à la gestapo du régime, et après avoir repoussé maintes et maintes fois les vagues blindées envoyées par Moscou, la révolution sociale qu'avaient déclenchée les conseils ouvriers et paysans hongrois prenait triquement fin, il y a 22 ans mois pour mois. Elle se concluait sur le terrain, après une résistance héroïque, par une gigantesque boucherie dans laquelle périrent plus de 40 000 travailleurs, assassinés par les troupes russes et les collabos hongrois, dont le plus illustre, Janos Kadar, allait désormais entreprendre de façon sanglante une vaste normalisation :

— des dizaines de milliers de « suspects » et de révolutionnaires furent exécutés...  
— des dizaines de milliers d'autres « disparurent », ou furent emprisonnés...



Tout ce qui symbolise le pouvoir exploiteur de la bourgeoisie d'Etat et le colonialisme russe est détruit : statues, écussons, inscriptions...

\*

La lutte du prolétariat hongrois pour sa propre émancipation avait été exemplaire, elle avait inscrit un moment crucial de la lutte de la classe ouvrière internationale dans l'histoire de la transformation révolutionnaire du vieux monde.

La lutte révolutionnaire que développèrent les travailleurs hongrois devint alors fatalement une lutte pour la gestion directe des usines et les conseils ouvriers et paysans, initialement organes de lutte, furent alors nécessairement transformés en organes de production. Par les conseils dont les délégués étaient révocables à tout moment, les travailleurs hongrois regroupèrent les diverses unités de production agricole et industrielle en une unité organique de production fédérée qui, abandonnant syndicats et dirigeants aux pouilles de l'histoire, leur permit de prendre enfin leurs destinées en mains propres.

A partir de là, il n'y avait plus aucune possibilité, quelle qu'elle soit, de compromis entre les organisations autonomes de la classe ouvrière en armes (les conseils et leurs milices) et la bourgeoisie d'Etat aux abois. La victoire des conseils aurait signifié la mort du capitalisme d'Etat. Pour que vive la bureaucratie dirigeante, il fallait alors assassiner le peuple révolté ; c'est ce que décidèrent Krouchtchev, Kadar et leurs cliques respectives en organisant le massacre...

Aujourd'hui novembre 78

Même si les circonstances économique-politiques ont évolué, le fond, lui, est resté identique dans l'esclavage salarial et étatique qui l'organise. La répression a beau se parcelliser et se camoufler, elle n'en demeure pas moins une triste réalité quotidienne.

La répression touche autant les intellectuels dissidents qui refusent les normes obligatoires et légales de la « création socialiste » que les travailleurs en lutte contre le néo-stakanovisme et la mobilisation du travail.

Michel Hamburger et Andras Kovacs, respectivement chercheur et philosophe, ont été licenciés pour participation au Samizdat hongrois, le premier est maintenant pompiste, l'autre est toujours au chômage. D'autres encore, comme François Daniel, dramaturge, Michel Kerters, écrivain, ont aussi été frappés par le licenciement à motif politique.

Enfin chaque année des centaines d'ouvriers et de paysans « salariés » (la mensualisation est inexistant, le salaire se fait aux pièces) sont condamnés à des peines variant de un à cinq ans de prison ferme pour « agitation contre l'Etat ».

Dernièrement, un ouvrier du bâtiment a été condamné à 3 ans et 6 mois de prison pour « invectives contre le parti ». Un groupe d'ouvriers a été condamné à un an et demi de prison pour avoir inscrit à la peinture sur un mur des slogans réclamant « l'abolition de toute différenciation sociale », « l'abolition de la division du travail entre intellectuels et manuels ». Le motif du « délit » est le suivant : « incitation directe à la haine contre l'Etat ».

A Budapest comme ailleurs, la bourgeoisie a recours aux mêmes méthodes contre la lutte de classe que développent les travailleurs : intimidations, emprisonnements, tortures et assassinats.

A l'heure actuelle le capitalisme d'Etat hongrois, fortement empêtré dans son processus d'accumulation et de renforcement d'un capital d'Etat, s'il supporte mieux que d'autres pays de l'est la crise mondiale qui se répercute aussi sur le capitalisme oriental, n'en a pas moins des difficultés assez sérieuses. Ce qui explique, entre autres, pourquoi le capitalisme hongrois a dû faire appel aux Etats-Unis qui lui ont accordé un prêt de 300 millions de dollars en début d'année, ainsi qu'au Japon qui lui a fourni 200 millions de ces mêmes dollars.

Aujourd'hui, les contacts vers l'occident sont plus que jamais à l'ordre du jour, le capitalisme hongrois a en effet besoin d'acquiescer dans la zone du capitalisme occidental des produits que n'ont ni l'URSS ni les autres pays de l'est, et qui sont fondamentalement nécessaires à son développement industriel.

La Hongrie accroît donc ses exportations de produits agricoles (30%) et d'industries légères (10%) ou mécaniques (17%), au dépend d'ailleurs de l'accroissement des salaires réels en Hongrie même. Elle importe son pétrole (90%) en provenance d'URSS, mais surtout la quasi totalité de ses biens d'équipements et de son matériel technologique, en provenance d'occident cette fois.

Les exportations françaises portent elles, essentiellement sur les produits chimiques et

pharmaceutiques qui font actuellement défaut à la Hongrie ainsi que les machines-outils et les ordinateurs. De 1976 à 1978 il y a eu une augmentation de 18% des échanges entre les 2 pays. On comprend ainsi aisément que l'essentiel des discussions entre le bourreau totalitaire Kadar et la larve « libérale » Giscard ait pu porter sur le commerce que l'un et l'autre trouvent évidemment trop réduit présentement. Le Hongrois pour le besoin vital qu'il a d'obtenir une technologie nouvelle, le Français en porte-parole raffiné et consciencieux de Rhône-Poulenc, Renault, Creusot-Loire, etc. ; pressés d'intervenir plus efficacement et plus loyalement sur le marché hongrois où la lutte des travailleurs est encore là suffisamment contre-carrée ; donant ainsi la possibilité d'investissements sûrs à la bourgeoisie occidentale de moins en moins rassurée par l'ampleur des luttes qui prennent forme ici en occident.



Un groupe de miliciens vient de capturer un véhicule blindé appartenant aux troupes russes.

\*

En 1956 la classe ouvrière d'Europe occidentale, sous l'influence idéologique des organisations traditionnelles, demeurera passive devant la répression inouïe qui frappa ses frères de classe hongrois. Pourtant, elle seule avait la possibilité d'entreprendre une mobilisation internationale qui puisse sauver la révolution hongroise.

22 ans après, peut-être plus que jamais les capitalistes privés et d'Etat sont solidaires dans leur souci constant de maintenir leurs classes ouvrières muselées.

22 ans après la solidarité internationale des travailleurs est plus que jamais à l'ordre du jour. Le capitalisme mondial est dans une crise profonde et structurelle qui à terme, porte en elle le germe d'une révolution sociale authentique mais qui, pour réussir pleinement, se devra d'être européenne sinon mondiale.

C'est parce que nous voulons abattre le salariat et l'Etat en France en sachant que pour ce faire il faut le détruire partout ailleurs, que nous devons apporter un soutien total à la lutte de classe du prolétariat hongrois qui, depuis la révolution de 56, s'inscrit dans la lignée de Kronstadt et de l'Ukraine libertaire, dans la lignée historique des conseils ouvriers et paysans librement fédérés, pour lesquels, révolutionnaires anarchistes, nous luttons afin d'instaurer le communisme libertaire.

Gr. Commune de Kronstadt

## EUROFASCISME A MARSEILLE

EURODROITE liberté d'expression! C'est sous ce label, qui ne manque évidemment pas de piquant, protégés par quelques milliers de CRS et avec la bénédiction du gouvernement Giscard-Barre, qu'environ 500 nazillons venus des 4 coins de l'Europe, ont finalement réussi à se réunir autour du meeting de l'Eurodroite, organisé par le PFN, vendredi 10 novembre à Marseille.

Au programme, si l'on peut dire, racisme puant, bien sûr, avec à la tribune une belle brochette d'ordures : Blas Pinar de Fuerza Nueva d'Espagne, assassin franquiste notoire, Almirante, dirigeant du MSI, responsable de nombreux assassinats et attentats à Rome, Jo Ortiz, ex-OAS, Emile Lecerf, Force Nouvelle Belge, et enfin l'inévitable Tixier Vignancourt, antisémite et pétaïniste bien connu.

C'est dans un cinéma excentré de la ville que ces nostalgiques du nazisme ont pu, au dernier moment, tenir ce meeting fasciste. Il convient de préciser, tout de suite, que pour eux ce fut tout de même un échec en ce sens que, prévu initialement au palais des congrès, le maire de Marseille y interdira le meeting, aposant même les scellés à l'entrée de la salle, ce qui provoquera une vive réaction du PFN, se lançant dans une campagne pour la « liberté d'expression », oui ma chère, qui recueillera l'adhésion d'un certain nombre de personnalités comme Michel Droit, Audiard, Louis Pauwels...

Sitôt l'annonce faite de ce meeting, un collectif antifasciste regroupant l'OCT, la LCR, le PCML, le groupe FA de Marseille et nombre d'individus, va se constituer. Lors des premières réunions, les objectifs vont être clairement définis :

— appel à tous les travailleurs à se mobiliser pour imposer l'interdiction de ce meeting qui constitue une nouvelle provocation raciste à Marseille.

— demande au maire, Deferre, de se prononcer sur cette interdiction, ce qu'il fera rapidement, convenons-en.

— rassemblement devant la préfecture, le 8 novembre, pour faire reculer le projet et le pouvoir, et s'ils persistaient, ce qui fut le cas, organiser une manifestation qui n'ait pas un caractère de protestation, en vue de marcher sur le meeting. Sur ce dernier point, il faut signaler la scandaleuse attitude adoptée, deux jours avant la tenue de cette manifestation, par la LCR. En effet, le PC ayant entre temps appelé à une manifestation de protestation sur la Canebière, rejoint en cela par la LICA, le PS et les organisations syndicales, nos vaillants révolutionnaires, après une discussion houleuse au sein du collectif, vont purement et simplement se rallier aux réformateurs, abandonnant le collectif et les objectifs qu'il s'était fixés.

Malgré un rassemblement d'environ 200 personnes devant la préfecture le mercredi 8 au soir et une nouvelle interdiction du maire de Marseille, le préfet de région va autoriser le meeting au cinéma « Le Madeleine », considérant qu'il ne représentait aucune menace de trouble de « l'ordre public ». Le vendredi soir, à l'appel du collectif, 300 personnes, tournant délibérément le dos à la manif traîne-savates des organisations dites démocratiques, vont marcher sur le meeting, se refusant de laisser la rue aux fascistes ce soir-là. De violents affrontements avec les CRS auront lieu, lacrymogènes et coups de matraques répondant aux cocktails. Plusieurs interpellations s'en suivront, et aujourd'hui deux camarades se trouvent inculpés et passeront au tribunal le 11 décembre prochain.

Le collectif a, bien entendu, très vite organisé une riposte pour faire libérer nos deux camarades. D'autre part, la lutte contre le fascisme doit et va s'intensifier sur Marseille, d'autant plus que ces fiers à bras continuent à sévir. Le dimanche suivant le meeting, deux militants du PFN firent irruption dans une synagogue, basculant et malmenant la concierge avant de s'enfuir. Le lundi, une bombe explosa dans un foyer du PC, faisant cinq blessés graves, attentat revendiqué par le groupe Delta, groupe d'extrême-droite bien connu...

Groupe libertaire de Marseille

## PAS DE BRETONS A PARIS

Si une réunion fasciste ne présente rien de troublant pour l'ordre public, il n'en va pas de même pour un gala de soutien à des emprisonnés bretons. C'est du moins ce que pensent les censeurs de la préfecture de Paris qui ont interdit purement et simplement le gala en question.

Si beaucoup de choses furent dites lors de la conférence de presse organisée à la suite de cette interdiction, ce qu'il faut retenir d'important n'est pas la ridicule comparaison faite par Alan Stivell entre les problèmes palestiniens et bretons, mais, comme devait le souligner Glenmor, le pas de plus franchi dans l'arbitraire de la répression avec l'interdiction, non pas d'un meeting politique, mais d'un gala, et cela pour la première fois en France depuis bien longtemps.

27 militants bretons sont aujourd'hui emprisonnés à Paris, certains pour usage d'explosifs. Oui, le bruit des explosions s'est déjà fait entendre en Bretagne! En interdisant de telles réunions, pense-t-on vraiment régler le problème ?

A la préfecture de Paris, on aime bien les chapeaux ronds des Bretons mais pas ce qu'il y a dessous...

